



Communiqué de presse – 23 mars 2016

ETS2 : errare humanum est, perseverare diabolicum

Le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) a pris connaissance du projet ETS2 présenté par le Conseil d'Etat aujourd'hui. Si le PSVR a toujours été favorable à une analyse périodique des taches et structures de l'Etat permettant de garantir l'efficacité de son fonctionnement et la qualité de ses prestations, le PS ne pourra accepter que les classes moyennes et moins aisées paient à nouveau les pots cassés d'une politique budgétaire et fiscale catastrophique au travers de nouvelles coupes de prestations.

Deux éléments essentiels doivent être pris en compte : d'une part, l'étude de « Bakbasel » estime le déficit structurel à 77 millions. En parallèle, le Conseil d'Etat annonce 30 millions de recettes supplémentaires¹ et la pérennisation, pour 32 millions, liée aux décrets ETS1 et d'équilibre budgétaire 2015. Il est donc incompréhensible que le Conseil d'Etat propose des mesures à hauteur de 120 millions. D'autre part, si le Grand Conseil n'avait accordé que la moitié des baisses fiscales consenties entre 2000 et 2012 (plus de 200 millions), l'Etat du Valais n'accuserait aucun déficit structurel et l'exercice ETS2 serait donc superflu.

Les derniers budgets et les paquets de mesures d'austérité votés par le Grand Conseil ont toujours été orientés prioritairement vers la réduction des prestations de l'Etat (baisse des subventions de primes d'assurance-maladie, baisses des allocations de formation, baisses budgétaires dans l'éducation ou l'aide sociale, ...). Il est aujourd'hui grand temps d'admettre les erreurs du passé et le fait que les baisses fiscales accordées étaient trop importantes. Le PSVR ne peut ainsi que saluer la volonté du Conseil d'Etat de corriger cette situation en augmentant les recettes fiscales au travers de suppressions de déductions exagérées. Reste à savoir si le Grand Conseil saura suivre cette voie.

Ainsi, il y a lieu de relativiser l'urgence annoncée, ou souhaitée, du paquet ETS2. Le PSVR a longtemps réclamé une augmentation des dividendes de la BCVs, ainsi que la rémunération de sa garantie et, après de nombreux échecs, l'a finalement obtenue. C'est grâce à ce type de mesures simples, pérennes et indolores pour la population que 14 millions annuels pourront être comptabilisés dans les budgets cantonaux.

Dans son étude sur le personnel, « Bakbasel » mettait en lumière les coûts et les ressources très faibles de l'administration valaisanne en comparaison intercantonale. Le Conseil d'Etat transmet ainsi un signal positif vers la fonction publique et paraétatique en renonçant à demander davantage d'effort au personnel et par l'abandon, dès 2017, du coefficient de 0.6.

Enfin, le PSVR sera attentif et combattra toutes les mesures qui toucheront aux prestations essentielles fournies à la population (notamment dans l'éducation, l'augmentation des taxes d'études ou encore la baisse des allocations de formation) et en appelle à une collaboration étroite avec les partenaires sociaux de la fonction publique.

Contacts :

- **Emmanuel Amoos**, chef du Groupe AdG/LA 078 607 72 32
- **Gaël Bourgeois**, président du PS Valais romand 078 685 48 48

¹ Amélioration des prévisions des recettes fiscales et dividendes de la BCVs